Monsieur le *Directeur du centre Régional d'investissement* Mr. le *président de l'université Abdelmalek Saadi*, Mr. Le **Directeur des impôts**, Mr. Le **Directeur de l'Ecole Nationale de Commerce et de gestion**, , c'est avec une immense plaisir et une réelle satisfaction, qu'à mon nom personnel et au nom de l'ensemble des membres de « l'association des fiduciaires du nord », nous vous accueillons aujourd'hui dans notre première manifestation s'insérant tout droit dans les objectifs de notre association,

Je voudrai d'un autre coté adresser mes plus vifs remerciements à *Messieurs les Journalistes* qui ont bien voulu répondre à notre invitation et enrichir la journée par leur présence

Avant d'ouvrir les débats je voudrais pour ceux qui ne connaissent pas ou peu notre association, la présenter succinctement et relater les circonstances de sa création.

Pour la présentation :

L'association comprend des membres actifs et des membres honoraires et est dirigé par un conseil d'administration comprenant actuellement 9 membres.

Les membres actifs doivent actifs doivent répondre à un certain nombre de critères et leur adhésion doit être décidé par le conseil d'administration.

La définition des critères d'adhésion à été **laborieuse** et **unanime**. Il fallait prendre en considération 2 contraintes

opposées à savoir : d'un coté une **ouverture maximale** à l'ensemble des **intervenants dans la profession** et de l'autre coté en vue de maintenir une certaine **crédibilité limiter l'accès à des professionnels compétents et intègres**. Un **juste milieu** a été finalement retenus et les critères d'admission retenus dans les statuts ont été fixés comme suit et je reprends les énoncés des statuts :

« La qualité de membre actif est octroyée par le Conseil d'Administration, aux adhérents, remplissant une des conditions ci-après, après étude des candidatures présentée par écrit.

*Jouir d'honorabilité et de probité et n'avoir jamais fait l'objet d'une condamnation définitive infamante ou de privation de liberté ou de droit civiques,
et,*

- soit, être inscrit à l'ordre des experts comptables

- soit, avoir été inscrit sur la liste des comptables agréés publié au Bulletin Officiel

- soit, justifier d'un diplôme d'études supérieures équivalent au moins à une licence en droit ou en gestion

- ou, justifier d'une expérience d'exercice de l'activité de fiduciaire au moins 10 ans à la date de l'adhésion et être parrainé par 2 membres actifs

Les personnes morales doivent avoir la direction effective et au moins 50% du capital social détenus par des personnes physiques répondant aux critères sus indiqués »

Pour les circonstances de sa création

L'idée de l'association s'est imposée par les difficultés de plus en plus oppressantes que connaît la profession. Ces difficultés étaient dues essentiellement à la prolifération des intervenants en la matière et le manque totale d'une réglementation qui puisse imposer des règles de jeux claires et précises.

Dans cette confusion et cette désorganisation le professionnalisme et la compétence cédait le pas à l'opportunisme et parfois même l'escroquerie.

Le besoin de s'unir et s'autoréguler était réellement mure chez un certain nombre de professionnels

L'étincelle fut donnée lors d'une réunion au centre régional d'investissement ou Monsieur Yacoubi après avoir vainement essayé de réunir le maximum de fiduciaires de la place s'est trouvé en face de 4 ou 5 personnes. L'obligation de faire quelque chose était tellement évidente que les présents à cette réunion et à l'instigation du directeur du Centre, ont décidé unanimement de fonder cette association.

Le 12 juin 2004 exactement, après de laborieuses préparatifs et contacts, eu lieu l'assemblée générale constitutive.

Dès cette création, le conseil d'administration élu au cours de l'assemblée, s'est attelé a une vaste tache, en commençant par fixer les 1^{er} objectifs de l'association, et qui se résument en 3 points essentiels :

- Donner une définition concrète à la profession de fiduciaire et délimiter son champ d'action
- élaborer un projet de réglementation et établir un code déontologique.
- Encadrer, former et informer les membres

Pour atteindre ces objectifs le conseil s'est attaché à établir un programme d'actions à entreprendre et qui s'articule autour de 4 axes principaux :

1 – établir des contacts permanents, et élaborer éventuellement des chartes de partenariats avec les acteurs essentiels de la scène économique.

2 – organiser des journées débat ou des journées d'études, sur différents thèmes d'actualité économiques et sociales entre les membres de l'association, avec la participation d'un certains nombre d'acteurs incontournables de notre environnement immédiat.

3 – créer des commissions de travail pour l'élaboration d'un code déontologique

4 – organiser des journées d'étude avec le département du droit des affaires de l'université Abdelmalek Saadi, pour la définition et la délimitation des champs d'action de la profession, en vue d'aboutir à terme à une réelle réglementation.

Dans le cadre des partenariats définis et envisagés nous avons eu une :

A/ 1^{ère} réunion avec le CRI le 29 juin 2004, durant laquelle le Directeur a présenté aux membres du Conseil d'Administration une série d'idées concernant la forme de collaboration. Parmi ces idées il y avait:

- La publication de la liste des fiduciaires adhérents à l'Association au site web du Centre.
- La motivation de tout intéressé par les services du centre à adhérer à l'Association.
- L'élaboration d'un cahier de charges à respecter pour toute autre personne non membre de l'Association.

B/ une autre réunion a eu lieu en date du 14 Décembre 2004 Avec le directeur régionale des impôts et ses collaborateurs directes, ou un désir mutuel de contacts permanents, de dialogue fructueux et de partenariat concret, a été clairement exprimés des deux cotés. Nous souhaitons jeter bientôt, concrètement les bases de ce partenariat.

C/ Le 19 Janvier 2005 a eu lieu une réunion avec quelques responsables de l'Ecole National de Commerce et gestion « ENCG » en vue d'organiser une collaboration mutuelle, pour la formation pratique des étudiants de l'école d'un coté, et un apport de formation complémentaires théoriques des professionnels de l'autre coté.

D/ Des contacts sont en cours actuellement avec l'université Abdelmalek Saadi, pour explorer les formes de partenariat que nous pourrions mettre en place

A coté de ce programme et dans esprit de transparence et de communication

- nous avons mis en place l'ébauche d'un site Internet dont l'adresse est <http://afinord.maroc-management.com>, notre adresse E.mail également est : afinord@maroc-management.com ou nous souhaitons recevoir les impressions, les suggestions et les critiques, aussi bien intérieurs qu'extérieurs à notre association
- Nous avons également élaboré un logo, pour l'association, et établi des affiches, contenant des informations ainsi que la liste des membres pour l'année en cours, et à notre grande satisfaction cette liste comprend également des adhérents d'autres villes comme Tétouan et Larache
- Je signale que ce site contient une page intitulé « **Juridique, Fiscalité** » ou tout intéressé peut consulter ou télécharger
 - **La circulaire complète de la direction des impôts pour 2005**
 - Une étude effectuée également par la Direction des impôts intitulée « **Mesures fiscales par objectif de 1980 à 2004** » et retraçant l'évolution des mesures fiscales par objet depuis 1980
 - La nouvelle **circulaire de la CNSS** définissant la nouvelle base de cotisations
 - Le **Code de commerce** complet

- Le **Code du travail** avec les **décrets d'applications** qui viennent d'être publiés
- Nous comptons mettre en place dans notre site un **espace de FAQ** (Foire aux questions) où les visiteurs peuvent poser des questions et recevoir des réponses.... Et l'évolution ne s'arrêtera pas là.

Après ce tour d'horizon sur les actions de notre association revenons à l'objet de cette journée.

Le débat d'aujourd'hui s'inscrit dans la droite ligne de notre principal objectif qui est « la formation et l'information de nos adhérents ».

Le thème choisi est d'une actualité pressente puisqu'il s'agit d'assimiler et mettre en pratique pour les clients de nos membres les nouvelles dispositions fiscales de la loi de finance n°26-04 pour l'année budgétaire 2005.

Les mesures fiscales de cette loi comme on peut le constater traduisent la volonté de modernisation du système fiscal marocain et de son harmonisation avec les pratiques fiscales internationales et notamment celle de l'Union Européenne dans le cadre des accords de libre échange signés.

Ces mesures s'inscrivent également dans le cadre des grandes orientations économiques et sociales, tracées par le programme de politique générale du gouvernement.

Ces dispositions fiscales marquent d'un autre côté le début d'un processus de réforme de la fiscalité marocaine en vue de

l'élaboration du code général des impôts, et s'articulent en 5 axes principaux

- 1- Mesure en faveur de l'entreprise en matière d'IS et d'IGR par :
 - L'installation progressive de la **télédéclaration** et du **Télépaiement**
 - Le renforcement et l'institutionnalisation d'un environnement de **concurrence loyale**
 - La mise en place d'un encouragement spécifique favorisant la restructuration et le **renforcement des Fonds propres des entreprises**

- 2- Réforme de la T.V.A. par l'**élargissement de son assiette la réduction des exonérations** et la **taxation de certains** produits et services

- 3- Mesures en faveur du **secteur immobilier**, par
 - **la simplification** des conditions **d'exonération**
 - **la rationalisation** de certaines mesures en matière de détermination du **profit imposable à l'IGR**

- 4- **Harmonisation et rationalisation** de la gestion des impôts tant en matière d'IS, que d'IGR et de TVA par :
 - la clarification fiscale **des fonds dépourvus de personnalité juridiques.**

- **L'harmonisation** du traitement fiscale des **indemnités de licenciement** avec le **code du travail**
- **L'harmonisation** et la rationalisation des **droits d'enregistrements** de la **taxe notariale** de la **taxe annuelle sur les véhicules**
- **L'harmonisation** du droit fiscale marocain avec les **conventions internationales**
- **L'harmonisation des sanctions** dans différents textes fiscaux

5- Et enfin l'institution du **livre de procédures fiscales qui constitue un pas vers l'élaboration du code générale des impôts**

Ces 5 axes seront développés en 5 thèmes selon les principales assiettes de l'impôt.

Le 1^{er} thème a trait aux **mesures spécifiques ou communes** concernant l'impôt sur les sociétés et sera développé par Mr. BENNANI Said

Le 2^{ème} thème a trait aux **mesures spécifiques ou communes** concernant l'impôt Général sur le Revenu et sera développé par Mr. SETTI Mohamed

Le 3^{ème} thème a trait aux **meures spécifiques ou communes** concernant la Taxe sur la Valeur Ajoutée et sera développé par Mr. EL YAZAJI Mohamed

Le 4^{ème} thème a trait aux **mesures spécifiques ou communes** concernant les droits d'enregistrement, la taxe judiciaire la

Taxe Spéciale Annuelle sur le Véhicules automobiles et la
taxe notariale et sera développé par Mr. SETTI Mohamed

Le 5^{ème} thème a trait aux nouvelles mesures relatives à
l'harmonisation des sanctions et pénalités fiscales ainsi que
celle apportées par le livre des procédures et sera développé
par Mr. AFIA Abdelhamid

Présentation du programme

Donner la parole au 1^{er} intervenant (Bennani Said)